

Commissariat général au développement durable

Orléans, le 20/06/2016

Service de l'observation et des statistiques
Sous-direction de l'information environnementale
Bureau des synthèses économiques et sociales sur l'environnement

Note

Affaire suivie par : Eric Pautard
eric.pautard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 02 38 79 78 94

Objet : Appel à contributions pour une publication collective consacrée aux « Modes de vie et pratiques environnementales des ménages »

Contexte général

Depuis les années 1990, le service statistique du Ministère de l'Environnement a mis en place un dispositif d'enquête pluriannuel visant à appréhender l'importance que la société française accorde à la protection de l'environnement. Cela se traduit notamment par un suivi régulier des préoccupations, représentations et pratiques des citoyens en matière environnementale.

En 1998 puis en 2005, l'Institut français de l'environnement (Ifen) s'est associé à l'Insee dans le cadre de l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV) pour dresser un état des lieux quantitatif des pratiques environnementales des ménages. Par la suite, ce dispositif d'enquête a été modifié suite à la non-reconduction d'EPCV en 2007 et à l'intégration d'une partie des prérogatives de l'Ifen au sein du Commissariat général au développement durable (CGDD) en 2008.

Prenant largement appui sur les questions précédemment posées, la première édition de cette nouvelle enquête sur les pratiques environnementales des ménages (EPEM) a été mise en œuvre fin 2010 et valorisée en octobre 2011 dans une *Revue du CGDD* intitulée « [Les perceptions sociales et pratiques environnementales des Français de 1995 à 2011](#) ».

Suite au renouvellement concerté d'une partie du questionnaire et de la méthodologie, une quatrième édition de l'enquête a été menée en mars 2016. A cette occasion, plus de 4 000 ménages ont été interrogés en France métropolitaine et dans quatre départements d'Outre-mer.

Dans le prolongement de ce qui avait été fait en 2011, **le service statistique du ministère propose la réalisation d'une publication collective traitant de la question des pratiques environnementales des ménages**. Sa parution aura lieu à la fin du second trimestre 2017.



Enjeux d'une publication consacrée aux pratiques environnementales des ménages

Depuis la création d'un ministère chargé de cette question au début des années 1970, la prise en compte des enjeux environnementaux s'est progressivement imposée dans l'espace public. Mesurer et comprendre comment ceux-ci sont intégrés à l'échelle du citoyen ou des ménages est essentiel pour le bon positionnement des politiques publiques. Le diagnostic opéré peut par ailleurs dépasser la seule sphère des ménages, les comportements de ces derniers pouvant rétroagir sur les autres acteurs du financement de la protection de l'environnement que constituent les pouvoirs publics (nationaux et locaux) et les entreprises privées.

Partant de ce constat, plusieurs questions se posent : dans quelle mesure la société française a-t-elle changé son rapport à l'environnement ? Comment cela s'est-il traduit concrètement ? La préoccupation des Français à l'égard de l'environnement influe-t-elle sur leurs actes quotidiens ? Parallèlement à la mise en œuvre de politiques publiques et de réglementations encadrant les activités polluantes, les ménages s'impliquent-ils à leur échelle pour limiter leur impact sur l'environnement ? Quelle place pour la sobriété des usages dans une société –dite– de consommation ? Les citoyens disposent-ils tous des mêmes capacités à agir pour protéger l'environnement ?

Pour tenter de répondre à ces questions (et à bien d'autres), les quatre enquêtes statistiques réalisées depuis 1998 constituent un outil précieux en ce qu'elles permettent de quantifier l'appropriation des enjeux environnementaux par les ménages dans leur quotidien. A la différence d'autres enquêtes monothématiques (déchets, transports, énergie, etc.) ou de sondages *one shot* sur le sujet, la série EPEM offre un aperçu détaillé des évolutions du fait de la robustesse méthodologique du dispositif et de l'importance des échantillons de population étudiés.

Pour valoriser de manière approfondie les résultats de l'enquête tout en tenant compte de l'ensemble des travaux menés parallèlement sur ce sujet, il paraît opportun de mobiliser des regards et expertises variés pour appréhender les pratiques dites « environnementales » sous différents angles. Aussi, le Service de l'observation et des statistiques souhaite profiter de cette nouvelle édition 2016 de l'enquête EPEM pour proposer une publication regroupant différentes contributions consacrées aux comportements et modes de vie des ménages en matière d'environnement.

Dans la gamme éditoriale du Commissariat général au développement durable, la nouvelle collection « *Théma* » accueillera ce projet, structuré sous forme de contributions multiples autour d'une thématique commune. Pour ce faire, il s'agira donc de collecter, de sélectionner et d'assembler un ensemble d'articles en les articulant au mieux pour interroger l'évolution des modes de vie au regard des enjeux environnementaux contemporains. Bien évidemment, les résultats de l'enquête EPEM 2016 ont vocation à constituer un point d'ancrage. Pour autant, d'autres sources pourront être mobilisées de manière complémentaire pour offrir un panorama le plus exhaustif possible du sujet.

Pour s'assurer du bon déroulement de cette démarche collective, un comité de lecture sélectionnera les propositions, évaluera les articles retenus et veillera à la cohérence globale du projet.



Contenu et contributions envisagées

De manière générale, les propositions de contribution mobilisant les données EPEM seront tout particulièrement appréciées. Afin de permettre aux éventuels contributeurs d'identifier les axes qu'ils souhaiteraient approfondir, le questionnaire et la répartition des réponses données à l'échelle nationale seront envoyés aux personnes qui en feront la demande. Par la suite, la base de données anonymisées sera également fournie –sur demande– aux auteurs des contributions sélectionnées.

Sur la base des thématiques abordées dans l'enquête 2016, il est possible de s'intéresser plus particulièrement aux pratiques de tri des déchets, aux économies d'énergie, à la consommation de produits bio / de produits écolabellisés, au covoiturage, à l'usage du vélo, à la seconde vie / réparation des objets, aux consommations d'eau, aux critères d'achats, au consentement à payer davantage pour des produits plus respectueux de l'environnement, aux trajets domicile-travail, à l'équipement des ménages, à la consommation de viande, aux opinions exprimées au sujet de l'environnement, *etc.*

Plus largement, il pourra être intéressant d'interroger ce sujet en se focalisant sur différents déterminants tels que l'âge, le sexe, le lieu de résidence (zone géographique, type d'agglomération), les revenus, le niveau d'études, le statut d'occupation du logement (propriétaire/locataire) ou la catégorie socioprofessionnelle.

En complément de ce type d'approche, les contributeurs sont également invités à soumettre des propositions d'articles plus intégrées, en analysant les formes d'inégalités existantes, en procédant à une lecture territorialisée des changements de modes de vie, en réalisant une revue de littérature des travaux sur la question, en étudiant l'évolution des pratiques environnementales dans le temps, en comparant la situation française avec d'autres pays, en cherchant à identifier les freins et leviers au changement de pratiques, en interrogeant tout autant l'effet de la situation économique et des politiques mises en œuvre sur l'implication des ménages à l'égard de l'environnement que l'éventuelle rétroaction de celle-ci sur le paysage économique et réglementaire, *etc.*

Chaque proposition d'article devra préciser de quelle façon les auteurs souhaitent appréhender la question des pratiques environnementales des ménages, dans quelle perspective (statistique, économique, sociologique, historique, bibliographique, prospective, *etc.*), sur quelle base (mobilisation des données EPEM et/ou d'une autre enquête, études de cas, entretiens/observations, revue de littérature, *etc.*) et à quelle échelle (individuelle, centrée sur une catégorie de population ou sur un type de territoire en particulier, comparaison infra ou supra-nationale, *etc.*).

Afin de mettre en perspective les résultats présentés dans les articles, ceux-ci pourront s'appuyer sur des encadrés : éléments de contexte, précisions méthodologiques ou géographiques, présentation de cas exemplaires, comparaisons chiffrées, synthèse de références ou de travaux antérieurs, *etc.*

Qu'il s'agisse de travaux quantitatifs ou qualitatifs, une attention particulière sera accordée à la robustesse de la méthodologie mise en œuvre par le/les auteur(s), conformément au code de bonnes pratiques de la statistique publique. La contribution devra ainsi préciser les éléments méthodologiques et montrer explicitement comment ceux-ci renforcent la démonstration.

La taille des contributions incorporant de nombreuses figures (10 maxi.) devra être comprise entre 20 000 et 25 000 signes (espaces compris). Pour les contributions intégrant peu de graphiques, de tableaux ou d'encadrés, cette taille pourra atteindre 30 000 signes (espaces compris).



Calendrier prévisionnel

30 Juin 2016 → 30 septembre 2016 : Appel à contributions

30 septembre 2016 → 21 octobre 2016 : Analyse des propositions, sélection des articles et validation du sommaire par le comité de lecture

Début novembre 2016 : Réunion de lancement avec les contributeurs retenus

Novembre 2016 → Février 2017 : Rédaction des articles par les auteurs

Mars 2017 → Avril 2017 : Evaluation des articles soumis, demandes de modifications et validation des versions finales

Avril 2017 → Mai 2017 : Finalisation et maquettage de la revue

Juin 2017 : Parution et diffusion de la publication

Octobre 2017 : Séminaire de valorisation

Modalités de soumission d'un projet d'article

Les propositions d'articles doivent être envoyées jusqu'au **30 septembre 2016**.

Elles seront adressées par courriel au coordinateur de la revue (eric.pautard@developpement-durable.gouv.fr) et au chef du bureau des synthèses économiques et sociales sur l'environnement (benoit.bourges@developpement-durable.fr).

Les propositions (deux pages maximum) devront indiquer clairement :

→ **Les noms des auteurs et leur organisme d'appartenance**

.....

→ **Le titre (indicatif) du projet d'article**

.....

→ **Les thématiques privilégiées**

.....

→ **Les sources mobilisées (EPEM, autre enquête quantitative, matériau qualitatif, etc.)**

.....

→ **L'orientation problématique de l'article / Les principaux résultats attendus**

.....

→ **Les références des auteurs (travaux/publications déjà menés sur cette thématique)**

.....

